



Les Français et l'interdiction et l'élimination complète des armes nucléaires

Ifop pour l'ACDN



JF/EP N° 113389

Contacts Ifop :

Jérôme Fourquet / Esteban Pratviel

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

TEL : 01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

OCTOBRE 2015

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les résultats de l'étude.....	4
Le souhait que la France négocie un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires.....	5
Le soutien à une proposition de loi organisant un référendum sur la question des armes nucléaires.....	7

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

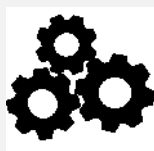
Etude réalisée par l'Ifop pour l'ACDN

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1000** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 7 au 9 octobre 2015.

Retrouvez gracieusement les sondages et analyses publiés de l'Ifop sur :

Nos applications mobiles



Android



iPhone / iPad

Notre site Internet



www.ifop.com

Les réseaux sociaux



@IfopOpinion



Ifop Opinion

Précision relative aux marges d'erreur

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
<i>Si le pourcentage trouvé est...</i>						
<i>Taille de l'échantillon</i>	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8
4 000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
5 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
6 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
8 000	0,5	0,7	0,9	1,0	1,1	1,1
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les résultats de l'étude

Le souhait que la France négocie un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires

Question : D'après l'ONU, « tout Etat qui emploie des armes nucléaires ou thermonucléaires doit être considéré comme violant la Charte des Nations Unies, agissant au mépris des lois de l'Humanité et commettant un crime contre l'Humanité et la civilisation. » (Résolution 1653 XVI du 24 novembre 1961). D'après le Traité de Non-Prolifération ratifié par la France en 1992, les Etats dotés d'armes nucléaires sont tenus de négocier l'élimination complète de ces armes, et tous les Etats d'y renoncer définitivement. D'après la Cour Internationale de Justice en son avis unanime du 8 juillet 1996, « il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace ». Mais les Etats concernés ne se sont encore jamais réunis pour négocier. La question se pose donc :

Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?

	Ensemble 7-9 Octobre 2015 (%)
• Oui	74
• Non	26
TOTAL.....	100

Le souhait que la France négocie un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires

	Oui (%)	Non (%)
ENSEMBLE	74	26
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	72	28
Femme	75	25
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans	64	36
18 à 24 ans	58	42
25 à 34 ans	67	33
35 ans et plus	77	23
35 à 49 ans	75	25
50 à 64 ans	78	22
65 ans et plus	81	19
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)		
ACTIF	71	29
CSP+	75	25
Artisan ou commerçant (*)	68	32
Profession libérale, cadre supérieur	74	26
Profession intermédiaire	75	25
CSP-	68	32
Employé	67	33
Ouvrier	69	31
INACTIF	77	23
Retraité	81	19
Autre inactif	69	31
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)		
Salarié	71	29
Salarié du secteur public	72	28
Salarié du secteur privé	71	29
Indépendant sans salarié / Employeur	73	27
NIVEAU D'EDUCATION		
Inférieur au baccalauréat	75	25
Baccalauréat	68	32
Bac + 2 ans, niveau bac + 2 ans	76	24
Diplôme supérieur	74	26
REGION		
Région parisienne	71	29
Province	74	26
Nord est	75	25
Nord ouest	72	28
Sud ouest	79	21
Sud est	73	27
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	79	21
Communes urbaines de province	72	28
Agglomération parisienne	71	29
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche	84	16
Front de Gauche	88	12
Parti Socialiste	80	20
Europe Ecologie / Les Verts	94	6
Modem	74	26
Droite	68	32
UDI (*)	78	22
Les Républicains	72	28
Front National	63	37
Aucune formation politique	69	31
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)		
Jean-Luc Mélenchon	89	11
François Hollande	81	19
François Bayrou	70	30
Nicolas Sarkozy	74	26
Marine Le Pen	63	37
SOUTIEN A UNE PROPOSITION DE LOI ORGANISANT UN REFERENDUM SUR LA QUESTION DES ARMES NUCLEAIRES		
Oui	84	16
Non	45	55

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le soutien à une proposition de loi organisant un référendum sur la question des armes nucléaires

Question : D'après la Constitution française, pour qu'un référendum d'origine parlementaire soit organisé, une proposition de loi doit être déposée par au moins 20 % des parlementaires (soit 185 députés ou sénateurs sur 925) puis recueillir en neuf mois le soutien d'au moins 10 % des électeurs inscrits, transmis par voie électronique ou sur papier déposé à la mairie.

Pensez-vous que vous apporteriez votre soutien à une proposition de loi organisant un référendum sur la question à laquelle vous venez de répondre ?

	Ensemble 7-9 Octobre 2015 (%)
TOTAL Oui	74
• Oui, certainement	27
• Oui, probablement	47
TOTAL Non	26
• Non, probablement pas	20
• Non certainement pas	6
TOTAL.....	100

Le soutien à une proposition de loi organisant un référendum sur la question des armes nucléaires

	TOTAL Oui (%)	Oui, certainement (%)	Oui, probablement (%)	TOTAL Non (%)	Non, probablement pas (%)	Non certainement pas (%)
ENSEMBLE	74	27	47	26	20	6
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)						
Homme	79	32	47	21	16	5
Femme	70	22	48	30	23	7
AGE DE L'INTERVIEWE(E)						
Moins de 35 ans						
18 à 24 ans	54	18	36	46	38	8
25 à 34 ans	67	18	49	33	26	7
35 ans et plus						
35 à 49 ans	78	30	48	22	16	6
50 à 64 ans	75	29	46	25	18	7
65 ans et plus	80	31	49	20	13	7
65 ans et plus	81	30	51	19	16	3
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)						
ACTIF						
CSP+						
Artisan ou commerçant (*)	74	28	46	26	19	7
Profession libérale, cadre supérieur	75	36	39	25	22	3
Profession intermédiaire	69	36	33	31	25	6
Profession intermédiaire	75	36	39	25	23	2
CSP-	72	28	44	28	19	9
Employé	73	22	51	27	18	9
Ouvrier	74	23	51	26	16	10
INACTIF						
Retraité	73	22	51	27	20	7
Autre inactif	75	26	49	25	20	5
Retraité	83	31	52	17	15	2
Autre inactif	59	16	43	41	30	11
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)						
Salarié						
Salarié du secteur public	74	26	48	26	19	7
Salarié du secteur privé	74	19	55	26	15	11
Salarié du secteur privé	74	30	44	26	20	6
Indépendant sans salarié / Employeur						
Indépendant sans salarié / Employeur	74	39	35	26	20	6
NIVEAU D'EDUCATION						
Inférieur au baccalauréat	77	25	52	23	15	8
Baccalauréat	70	25	45	30	24	6
Bac + 2 ans, niveau bac + 2 ans	72	33	39	28	24	4
Diplôme supérieur	73	28	45	27	22	5
REGION						
Région parisienne						
Province						
Nord est	74	25	49	26	19	7
Nord ouest	74	27	47	26	20	6
Sud ouest	77	28	49	23	18	5
Sud ouest	69	24	45	31	23	8
Sud est	80	26	54	20	15	5
Sud est	73	29	44	27	21	6
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	81	30	51	19	16	3
Communes urbaines de province	71	25	46	29	21	8
Agglomération parisienne	75	27	48	25	19	6
PROXIMITE POLITIQUE						
Gauche						
Front de Gauche	85	31	54	15	13	2
Parti Socialiste	82	31	51	18	16	2
Europe Ecologie / Les Verts	83	32	51	17	15	2
Europe Ecologie / Les Verts	94	31	63	6	4	2
Modem						
Droite						
UDI (*)	71	33	38	29	22	7
Les Républicains	77	27	50	23	23	-
Les Républicains	74	29	45	26	22	4
Front National	70	26	44	30	22	8
Aucune formation politique						
Aucune formation politique	62	17	45	38	24	14
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)						
Jean-Luc Mélenchon	81	28	53	19	17	2
François Hollande	84	32	52	16	11	5
François Bayrou	69	29	40	31	26	5
Nicolas Sarkozy	74	28	46	26	23	3
Marine Le Pen	76	27	49	24	20	4
SOUHAIT QUE LA FRANCE NEGOCIE UN TRAITE						
Oui	84	31	53	16	13	3
Non	46	14	32	54	38	16

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs